

COMMISSION BANCAIRE, FINANCIERE  
ET DES ASSURANCES

[2005/95135]

Agrément accordé à une entreprise  
pour faire des opérations d'assurances

Par décision du Comité de Direction de la Commission bancaire, financière et des Assurances, en date du 27 septembre 2005, est accordé l'agrément à l'entreprise « Protect » (code 1009), société anonyme, dont le siège social est situé chaussée de Jette 221, à 1080 Bruxelles, pour pratiquer la branche :

— « Caution » (branche 15).

Cette décision entre en vigueur le jour de la présente publication. (32613)

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2005/00556]

1 SEPTEMBRE 2005. — Circulaire modifiant la circulaire du 15 septembre 1998 relative au séjour de l'étranger qui désire faire des études en Belgique

I. Introduction :

En vertu de l'article 59 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, seuls les établissements d'enseignement organisés, reconnus ou subsidiés par les pouvoirs publics sont habilités à délivrer l'attestation d'inscription requise pour obtenir une autorisation de séjour provisoire en vue d'effectuer des études en Belgique.

Toutefois, la circulaire du 15 septembre 1998 relative au séjour de l'étranger qui désire faire des études en Belgique rappelle qu'il existe une dérogation à ce principe. Ainsi, certains établissements d'enseignement ne répondant pas aux exigences légales mentionnées ci-dessus, obtenaient annuellement une dérogation ministérielle depuis 1983. Une liste de ces établissements était établie chaque année.

Le Ministre entendait de cette manière utiliser le pouvoir discrétionnaire que lui confèrent les articles 9 et 13 de la loi du 15 décembre 1980 précitée.

Un étudiant pouvait donc obtenir une autorisation de séjour en application des articles 9 et 13 de la loi du 15 décembre 1980 et ce, sur base d'une attestation d'inscription délivrée par un établissement d'enseignement supérieur privé.

Depuis l'année scolaire ou académique 2004-2005, le Ministre a décidé de ne plus établir de liste limitative d'établissements privés pouvant accueillir des étudiants étrangers.

Par conséquent, toute demande d'autorisation de séjour introduite sur base d'une inscription aux cours délivrée par un établissement d'enseignement supérieur privé est examinée dans le cadre des articles 9 et 13 de la loi du 15 décembre 1980.

La décision d'accorder ou de refuser une autorisation de séjour provisoire en vue d'effectuer des études en Belgique se base dorénavant uniquement sur un examen individualisé du dossier de l'étudiant demandeur.

Cet examen individualisé se base sur l'ensemble des critères objectifs suivants :

- la capacité de l'étudiant à suivre un enseignement de type supérieur;
- la continuité dans ses études;
- l'intérêt de son projet d'études;
- la maîtrise de la langue dans laquelle les cours sont donnés;
- les ressources financières;
- l'absence de maladies;
- l'absence de condamnations pour crimes et délits.

COMMISSIE VOOR HET BANK-, FINANCIË-  
EN ASSURANTIEWEZEN

[2005/95135]

Toelating verleend aan een onderneming  
om aan verzekeringen te doen

Bij beslissing van het Directiecomité van de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen, op datum van 27 september 2005, wordt aan de onderneming « Protect » (codenummer 1009), naamloze vennootschap, waarvan de maatschappelijke zetel is gevestigd Jetsesteenweg 221, te 1080 Brussel, de toelating verleend om de volgende tak te beoefenen :

— « Borgtocht » (tak 15).

Deze beslissing treedt in werking vanaf de onderhavige bekendmaking. (32613)

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2005/00556]

1 SEPTEMBER 2005. — Omzendbrief tot wijziging van de omzendbrief van 15 september 1998 betreffende het verblijf van vreemdelingen die in België wensen te komen studeren

I. Inleiding :

Krachtens artikel 59 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen zijn alleen de door de overheid georganiseerde, erkende of gesubsidieerde onderwijsinstellingen bevoegd om het inschrijvingsattest af te geven dat vereist is om een machtiging tot voorlopig verblijf met het oog op studies in België te bekomen.

De omzendbrief van 15 september 1998 betreffende het verblijf van vreemdelingen die in België wensen te komen studeren herinnert echter aan het feit dat er een afwijking op dit principe bestaat. Sommige onderwijsinstellingen, die niet aan de voornoemde wettelijke vereisten beantwoorden, verwierven sinds 1983 jaarlijks een door de minister toegestane afwijking. Elk jaar werd een lijst van deze instellingen opgesteld.

Op die manier wou de Minister de discretionaire macht die door de artikelen 9 en 13 van de voornoemde wet van 15 december 1980 aan hem wordt toegekend gebruiken.

In toepassing van de artikelen 9 en 13 van de wet van 15 december 1980 kon een student dus een machtiging tot verblijf bekomen op basis van een inschrijvingsattest dat wordt afgegeven door een privé-instelling voor hoger onderwijs.

Sinds het schooljaar of het academisch jaar 2004-2005 heeft de Minister beslist om niet langer een beperkende lijst van privé-instellingen die buitenlandse studenten mogen opvangen op te stellen.

Bijgevolg wordt elke aanvraag voor een machtiging tot verblijf die wordt ingediend op basis van een inschrijving voor cursussen die door een privé-instelling voor hoger onderwijs worden gegeven onderzocht in het kader van de artikelen 9 en 13 van de wet van 15 december 1980.

De beslissing om een machtiging tot voorlopig verblijf met het oog op studies in België toe te kennen of te weigeren wordt voortaan uitsluitend gebaseerd op een geïndividualiseerd onderzoek van het dossier van de student die de aanvraag indient.

Dit geïndividualiseerd onderzoek is gebaseerd op de volgende objectieve criteria :

- de bekwaamheid van de student om onderwijs van het hogere type te volgen;
- de continuïteit van zijn studies;
- het belang van de voorgenomen studies;
- de beheersing van de taal waarin de cursussen worden gegeven;
- de financiële middelen;
- de afwezigheid van ziekten;
- de afwezigheid van veroordelingen voor misdaden of wanbedrijven van gemeen recht.

Les documents à produire lors de la demande d'autorisation de séjour doivent par conséquent permettre de vérifier ces éléments.

L'objectif de la présente circulaire est de modifier la circulaire du 15 septembre 1998 relative au séjour de l'étranger qui désire faire des études en Belgique afin d'y intégrer ce nouveau principe et de préciser les documents devant être produits lors de toute demande d'autorisation de séjour introduite par un étudiant inscrit dans un établissement d'enseignement supérieur privé.

## II. Au sein du deuxième paragraphe du préambule, in fine :

Le segment de phrase « qui a obtenu une dérogation ministérielle à l'article 59, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980 » est supprimé.

## III. Au sein de la Partie II, Titre Ier, Chapitre 2, le point B « Dérogation au principe légal » est remplacé par le texte suivant :

« Les établissements d'enseignement ne répondant pas aux exigences légales mentionnées ci-dessus peuvent également délivrer une attestation. Celle-ci sert alors de base à l'obtention d'une autorisation de séjour sur la base des articles 9 et 13 de la loi du 15 décembre 1980.

Ce point est plus largement développé à la Partie VII de la présente circulaire. »

## IV. Au sein de la Partie IV, Titre II, Chapitre 3, le 4<sup>ème</sup> paragraphe est remplacé par le paragraphe suivant :

« Concernant la prorogation du titre de séjour délivré à l'étudiant inscrit dans un établissement d'enseignement non organisé, ni reconnu, ni subsidié par les pouvoirs publics, la procédure est décrite au sein de la Partie VII de la présente circulaire. »

## V. Au sein de la Partie IV, Titre III, le point 1. est remplacé par le texte suivant :

« 1. En cas de doute quant à la situation administrative et aux formalités à accomplir par l'étranger inscrit ou qui va s'inscrire dans un établissement non organisé, ni reconnu, ni subsidié par les pouvoirs publics; »

## VI. La Partie VII – Cas particulier : Les établissements d'enseignement non organisés, ni reconnus, ni subsidiés par les pouvoirs publics – est remplacée par le texte suivant :

« Du fait de la dérogation prévue à la Partie II, Titre I, Chapitre 2, point B, de la présente circulaire, l'établissement d'enseignement non organisé, ni reconnu, ni subsidié par les pouvoirs publics est habilité à délivrer à l'étranger une attestation d'inscription qui permet d'introduire une demande d'autorisation de séjour provisoire sur la base des articles 9 et 13 de la loi du 15 décembre 1980.

En ce qui concerne l'attestation d'inscription, il doit s'agir d'une inscription définitive en qualité d'élève ou d'étudiant régulier, portant sur l'année scolaire ou académique en cours.

Par étudiant régulièrement inscrit, il faut entendre l'étudiant qui respecte les conditions d'accès à une année d'études de l'enseignement supérieur, qui est inscrit pour l'ensemble des activités de cette année et qui suit régulièrement les activités d'ensemble dans le but d'obtenir, s'il échoue, les effets de droit attachés à la réussite de l'épreuve. Par ailleurs, cette attestation doit mentionner les renseignements tels que sont spécifiés au Chapitre 1<sup>er</sup> du Titre Ier de la Partie II.

Seul l'enseignement supérieur est admis, à l'exclusion de l'enseignement de type préparatoire. En outre, cet enseignement doit être suivi en cours du jour.

### TITRE I<sup>er</sup>. — Accès au territoire

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — La demande d'autorisation de séjour provisoire introduite à l'étranger

L'étranger qui désire venir en Belgique pour y suivre des études dans un établissement d'enseignement non organisé, ni reconnu, ni subsidié par les pouvoirs publics, doit introduire une demande d'autorisation de séjour provisoire de plus de trois mois auprès du poste diplomatique ou consulaire belge compétent pour le lieu de sa résidence ou de son séjour à l'étranger.

De documenten die bij de aanvraag voor de machtiging tot verblijf moeten worden overgelegd moeten het bijgevolg mogelijk maken om deze elementen te verifiëren.

Het doel van onderhavige omzendbrief is het wijzigen van de omzendbrief van 15 september 1998 betreffende het verblijf van vreemdelingen die in België wensen te komen studeren om er dit nieuw principe in te integreren. Daarnaast wordt er ook gepreciseerd welke documenten moeten worden overgelegd bij elke aanvraag voor een machtiging tot verblijf die wordt ingediend door een student die in een privé-instelling voor hoger onderwijs ingeschreven is.

## II. In de tweede paragraaf van de inleiding, in fine :

Het deel van de zin « die van de Minister een afwijking op artikel 59, 1<sup>e</sup> lid, van de wet van 15 december 1980 heeft bekomen » wordt geschrapt.

## III. In deel II, Titel I, Hoofdstuk 2 wordt punt B « Afwijking op het wettelijk principe » door de volgende tekst vervangen :

« De onderwijsinstellingen die niet beantwoorden aan de bovenvermelde wettelijke voorwaarden kunnen eveneens een attest afleveren. Dit attest dient dan als basis voor het bekomen van een machtiging tot verblijf op basis van artikelen 9 en 13 van de wet van 15 december 1980.

Dit punt wordt verder ontwikkeld in Deel VII van onderhavige omzendbrief. »

## IV. In deel IV, Titel II, Hoofdstuk 3 wordt de vierde paragraaf door de volgende paragraaf vervangen :

« Met betrekking tot de verlenging van de verblijfstitel die afgegeven werd aan een student die ingeschreven is in een onderwijsinstelling die noch georganiseerd, noch erkend, noch gesubsidieerd wordt door de overheid wordt de procedure beschreven in Deel VII van onderhavige omzendbrief. »

## V. In Deel IV, Titel III wordt punt 1 door de volgende tekst vervangen :

« 1. In geval van onzekerheid omtrent de administratieve toestand van en de te vervullen formaliteiten door een vreemdeling die ingeschreven is in of die zich zal inschrijven in een onderwijsinstelling die noch georganiseerd, noch erkend, noch gesubsidieerd wordt door de overheid; »

## VI. Deel VII – Bijzonder geval : de onderwijsinstellingen die noch georganiseerd, noch erkend, noch gesubsidieerd worden door de overheid – wordt door de volgende tekst vervangen :

« Op basis van de afwijking die wordt voorzien in Deel II, Titel I, Hoofdstuk 2, punt B van onderhavige omzendbrief is de onderwijsinstelling die noch georganiseerd, noch erkend, noch gesubsidieerd wordt door de overheid bevoegd om aan de vreemdeling een inschrijvingsattest af te geven dat het mogelijk maakt om een aanvraag voor een machtiging tot voorlopig verblijf op basis van artikelen 9 en 13 van de wet van 15 december 1980 in te dienen.

Het inschrijvingsattest moet een definitieve inschrijving zijn in de hoedanigheid van regelmatige leerling of student, die betrekking heeft op het lopend school- of academiejaar.

Onder regelmatig ingeschreven student dient men te verstaan de student die de toelatingsvoorwaarden tot een studiejaar van het hoger onderwijs vervult, die ingeschreven is voor het geheel van de onderwijsactiviteiten van dat jaar met als doel, eventueel, de rechtsgevolgen verbonden aan het welslagen voor de proef te verkrijgen. Dit attest moet trouwens de inlichtingen die worden vermeld in Hoofdstuk 1 van Titel I van Deel II bevatten.

Enkel het hoger onderwijs is toegelaten, met uitzondering van het voorbereidend onderwijs. Dit onderwijs moet bovendien door middel van dagcursussen worden gevolgd.

### TITEL I. — Toegang tot het grondgebied

#### HOOFDSTUK I. — De machtiging tot voorlopig verblijf die aangevraagd wordt in het buitenland

De vreemdeling die naar België wenst te komen om er te studeren in een onderwijsinstelling die noch georganiseerd, noch erkend, noch gesubsidieerd wordt door de overheid moet een aanvraag voor een machtiging tot voorlopig verblijf van meer dan drie maanden indienen bij de Belgische diplomatieke of consulaire post die bevoegd is voor zijn verblijfplaats of plaats van ophoud in het buitenland.

A l'appui de cette demande, l'étranger est tenu de produire l'ensemble des documents suivants :

— une copie du diplôme ou du baccalauréat d'enseignement secondaire supérieur permettant l'accès à l'enseignement supérieur;

— le cas échéant, une copie de l'ensemble des diplômes et certificats obtenus depuis la fin des études secondaires (les formations privées sont également prises en considération);

— une attestation d'inscription à une formation de plein exercice de niveau supérieur;

— une lettre de motivation, justifiant le choix de la formation et l'intérêt de la suivre au vu du cursus scolaire;

— le cas échéant, une attestation de l'employeur spécifiant le lien entre l'emploi de l'intéressé et les études qu'il désire poursuivre;

— une documentation comportant une description succincte des cours organisés par l'établissement privé qui a délivré l'attestation d'inscription et précisant la spécificité de ceux-ci par rapport à des cours similaires organisés dans le pays d'origine;

— une attestation émanant de l'établissement d'enseignement secondaire qui a délivré le diplôme ou le certificat de fin d'études stipulant le nombre d'heures de cours par semaines suivis dans la langue dans laquelle les cours vont être suivis en Belgique, ainsi que les résultats obtenus (il sera également tenu compte de formations complémentaires dans cette langue et des résultats obtenus lors de ces formations);

— la preuve que son séjour est financièrement couvert conformément au Titre II de la Partie II de la présente circulaire;

— un certificat médical attestant qu'il n'est pas atteint d'une des maladies ou infirmités énumérées à l'annexe de la loi du 15 décembre 1980;

— un certificat constatant l'absence de condamnation pour crimes ou délits de droit commun, si l'intéressé est âgé de plus de 18 ans.

L'autorisation de séjour provisoire ainsi accordée sur la base des articles 9 et 13 de la loi du 15 décembre 1980 comprend obligatoirement les trois mentions suivantes :

— « inscription établissement d'enseignement »;

— « application des articles 9 et 13 de la loi du 15 décembre 1980 »;

— « séjour temporaire limité à un an aux études à l'établissement d'enseignement X ».

#### CHAPITRE 2. — *Cas particulier : La demande d'autorisation de séjour provisoire introduite en Belgique*

Si l'étranger réunit toutes les conditions relatives au séjour d'un étudiant d'un établissement d'enseignement supérieur privé, au cours de son séjour légal et régulier, il peut introduire une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois auprès du bourgmestre de la commune où il réside effectivement sur la base de l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980. Les modalités de cette procédure sont décrites dans la circulaire du 19 février 2003 sur l'application de l'article 9, alinéa 3 de la loi du 15 décembre 1980. Dans ce cadre, aucune circonstance exceptionnelle ne doit être prouvée.

La demande doit être accompagnée des documents énumérés au Chapitre Ier et doit être transmise dans les plus brefs délais au bureau « étudiants » de l'Office des étrangers.

Om deze aanvraag te ondersteunen moet de vreemdeling de volgende documenten overleggen :

— een kopie van het diploma of het baccalaureaat van hoger secundair onderwijs dat toegang geeft tot het hoger onderwijs;

— in voorkomend geval, een kopie van alle diploma's en certificaten die men bekomen heeft sinds het einde van de secundaire studies (met privé-opleidingen wordt ook rekening gehouden);

— een attest van inschrijving voor een voltijdse opleiding van hoger niveau;

— een motivatiebrief die de keuze van de opleiding en het belang van het volgen van de opleiding met het oog op de schoolcursus rechtvaardigt;

— in voorkomend geval, een attest van de werkgever dat duidelijk maakt wat het verband is tussen de tewerkstelling van de betrokkene en de studies die hij wil voortzetten;

— een documentatie houdende een beknopte omschrijving van de cursussen die worden georganiseerd door de privé-instelling die het inschrijvingsattest heeft afgeleverd en die de specificiteit van deze cursussen aantoonst ten overstaan van gelijkaardige cursussen die worden georganiseerd in het land van herkomst;

— een attest dat uitgaat van de secundaire onderwijsinstelling die het diploma of het certificaat van beëindigde studies heeft afgeleverd en dat vermeldt hoeveel uren per week gevolgd worden in de taal waarin de cursussen zullen worden gevolgd in België, evenals de behaalde resultaten (er wordt eveneens rekening gehouden met aanvullende opleidingen in deze taal en de daarvoor behaalde resultaten);

— het bewijs dat zijn verblijf financieel gedekt is, overeenkomstig Titel II van Deel II van onderhavige omzendbrief;

— een geneeskundig getuigschrift waaruit blijkt dat hij niet aangetast is door één der in bijlage bij de wet van 15 december 1980 opgesomde ziekten of gebreken;

— een getuigschrift waaruit blijkt dat de betrokkene niet veroordeeld is geweest wegens misdaden of wanbedrijven van gemeen recht, wanneer hij ouder is dan 18 jaar.

De machtiging tot voorlopig verblijf, die toegekend wordt op basis van de artikelen 9 en 13 van de wet van 15 december 1980, moet de volgende drie vermeldingen bevatten :

— « inschrijving in een onderwijsinstelling »;

— « toepassing van de artikelen 9 en 13 van de wet van 15 december 1980 »;

— « tijdelijk verblijf beperkt tot één jaar studies aan onderwijsinstelling X ».

#### HOOFDSTUK 2. — *Bijzonder geval : De aanvraag voor een machtiging tot voorlopig verblijf die in België wordt ingediend*

Indien de vreemdeling alle voorwaarden met betrekking tot het verblijf als student aan een privé-instelling voor hoger onderwijs vervult, dit gedurende zijn legaal en regelmatig verblijf, kan hij een aanvraag voor een machtiging tot verblijf van meer dan drie maanden aanvragen bij de burgemeester van de gemeente waar hij effectief verblijft, op basis van artikel 9, derde lid, van de wet van 15 december 1980. De modaliteiten van deze procedure worden beschreven in de omzendbrief van 19 februari 2003 over de toepassing van artikel 9, derde lid van de wet van 15 december 1980. In dit kader dient geen enkele buitengewone omstandigheid te worden aangetoond.

De aanvraag moet vergezeld zijn van de documenten die in Hoofdstuk I worden opgesomd en moet zo snel mogelijk overgemaakt worden aan het bureau « Studenten » van de Dienst Vreemdelingen-zaken.

## TITRE II. — Délivrance du titre de séjour

Conformément à l'article 12 de la loi du 15 décembre 1980, l'étranger qui a été autorisé à séjourner en Belgique pour y faire des études doit se faire inscrire à l'administration communale de la commune où il séjourne dans les huit jours ouvrables de son arrivée.

Que l'autorisation de séjour provisoire limitée à un an aux études à l'établissement d'enseignement X soit accordée à l'étranger par le poste diplomatique ou consulaire ou en Belgique par le Ministre de l'Intérieur ou l'Office des étrangers, l'administration communale délivre un C.I.R.E. sur lequel sont apposés les termes suivants : « séjour temporaire, limité à un an aux études à l'établissement d'enseignement X, application des articles 9 et 13 de la loi du 15 décembre 1980 ».

Ce titre de séjour est octroyé aux élèves ou étudiants suivant un enseignement dans un établissement non organisé, ni reconnu, ni subsidié par les pouvoirs publics et pour lesquels l'examen individualisé du dossier s'est avéré positif.

Il s'agit d'un séjour temporaire strictement limité à la durée des études au sein d'un établissement d'enseignement clairement précisé et identifié sur le titre de séjour.

L'Office des étrangers demande à l'administration communale de procéder à la notification d'un formulaire qui explique à l'étranger le caractère spécifique de son séjour en Belgique. Ce formulaire ad hoc est établi en 3 exemplaires. Le premier exemplaire dûment complété par l'administration communale est destiné à l'étranger, le second à l'administration communale et le troisième à l'Office des étrangers.

La délivrance du titre de séjour a lieu conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 2 avril 1984 et de la circulaire du 22 mai 2003 relative aux titres de séjour pour étrangers.

Dans le cas où les mentions figurant sur le visa (autorisation de séjour provisoire) délivré par le poste diplomatique ou consulaire belge compétent sont confuses, l'agent communal doit obligatoirement consulter le bureau « étudiants » de l'Office des étrangers.

En ce qui concerne les informations à enregistrer au registre national, les étudiants étrangers et les membres de leur famille qui se voient délivrer un titre de séjour sont enregistrés sous le type d'information spécifique T.I. 007.

Au sein de ce T.I., le Code 05 s'adresse aux étudiants étrangers dont le séjour est limité sur la base des articles 9 et 13 de la loi du 15 décembre 1980. Le code 06 vise les membres de la famille de l'étudiant étranger dont le code a la valeur 05.

## TITRE III. — Prorogation et renouvellement du titre de séjour

L'étranger est tenu de se présenter à l'administration communale du lieu de sa résidence pour demander la prorogation ou le renouvellement de son titre de séjour au plus tard un mois avant la date d'échéance.

Afin de vérifier que les conditions de base du séjour en tant qu'étudiant sont toujours remplies, l'étranger est tenu de produire les documents suivants :

— une attestation d'inscription comme élève ou étudiant régulier dans le même établissement d'enseignement supérieur, pour l'année académique suivante;

— une attestation certifiant qu'il s'est présenté à tous les examens de l'année scolaire ou académique précédente ou qu'il ne s'y est pas présenté pour un motif valable;

— la preuve de moyens de subsistance suffisants voir la partie IV, titre II, chapitre 2, point B.

Une prorogation d'un an du titre de séjour est accordée à l'étranger qui réunit les conditions précitées.

## TITEL II. — Afgifte van de verblijfstitel

Overeenkomstig artikel 12 van de wet van 15 december 1980 moet de vreemdeling die met het oog op studies tot een verblijf in België werd gemachtigd zich binnen acht werkdagen na zijn aankomst laten inschrijven bij het gemeentebestuur van de gemeente waar hij verblijft.

Zowel in het geval dat de machtiging tot voorlopig verblijf, beperkt tot één jaar studies aan onderwijsinstelling X, door de diplomatieke of consulaire post aan de vreemdeling wordt toegekend, als in het geval dat zij in België wordt toegekend door de Minister van Binnenlandse Zaken of de Dienst Vreemdelingenzaken, is het het gemeentebestuur dat een B.I.V.R. aflevert met daarop de volgende vermeldingen : « voorlopig verblijf, beperkt tot één jaar studies aan onderwijsinstelling X, toepassing van de artikelen 9 en 13 van de wet van 15 december 1980 ».

Deze verblijfstitel wordt toegekend aan leerlingen of studenten die een opleiding volgen in een instelling die noch georganiseerd, noch erkend, noch gesubsidieerd wordt door de overheid en voor wie het geïndividualiseerd onderzoek van het dossier een positief resultaat heeft opgeleverd.

Het betreft een tijdelijk verblijf dat strikt beperkt is tot de duur van de studies aan een onderwijsinstelling die duidelijk omschreven en geïdentificeerd wordt op de verblijfstitel.

De Dienst Vreemdelingenzaken vraagt aan het gemeentebestuur over te gaan tot de betekening van een formulier dat aan de vreemdeling het specifieke karakter van zijn verblijf in België verklaart. Dit ad hoc formulier wordt in 3 exemplaren opgesteld. Het eerste exemplaar, dat behoorlijk wordt ingevuld door het gemeentebestuur, is voor de vreemdeling bestemd, het tweede is voor het gemeentebestuur en het derde is voor de Dienst Vreemdelingenzaken.

De afgifte van de verblijfstitel geschiedt overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 2 april 1984 en de omzendbrief van 22 mei 2003 betreffende de verblijfsbewijzen voor vreemdelingen.

Indien de vermeldingen die voorkomen op het visum (machtiging tot voorlopig verblijf) dat door de bevoegde Belgische diplomatieke of consulaire post wordt afgegeven onduidelijk zijn moet de gemeentebestuur het bureau « Studenten » van de Dienst Vreemdelingenzaken raadplegen.

Met betrekking tot de informatie die in het Rijksregister moet worden geregistreerd worden de buitenlandse studenten en hun familie aan wie een verblijfstitel wordt afgeleverd geregistreerd onder het specifieke informatietype IT 007.

Onder dit IT viseert de code 05 de buitenlandse studenten waarvan het verblijf beperkt is op basis van de artikelen 9 en 13 van de wet van 15 december 1980. De code 06 betreft de familieleden van de buitenlandse student wiens code de waarde 05 heeft.

## TITEL III. — Verlenging en vernieuwing van de verblijfstitel

De vreemdeling is verplicht om zich ten laatste één maand voor de vervaldatum aan te bieden bij het gemeentebestuur van zijn verblijfplaats om de verlenging of de vernieuwing van zijn verblijfstitel aan te vragen.

Om na te gaan of nog steeds wordt voldaan aan de basisvoorwaarden voor het verblijf in de hoedanigheid van student moet de vreemdeling de volgende documenten overleggen :

— een attest waaruit blijkt dat hij als regelmatige leerling of student ingeschreven is in dezelfde instelling voor hoger onderwijs, voor het volgende academiejaar;

— een attest waaruit blijkt dat hij zich aangeboden heeft voor alle examens van het voorafgaande school- of academiejaar of dat hij zich om een geldige reden niet heeft aangeboden;

— het bewijs van voldoende middelen van bestaan zie deel IV, titel II, hoofdstuk 2, punt B.

Aan een vreemdeling die aan de voornoemde voorwaarden voldoet wordt een verlenging van de verblijfstitel met een jaar toegekend.

Remarque : L'autorisation de séjour accordée à l'étudiant étranger en application des articles 9 et 13 de la loi du 15 décembre 1980, ne vaut que pour un seul établissement d'enseignement. Si, dans le cadre d'une demande de prolongation ou de renouvellement, l'étudiant produit une attestation d'inscription provenant d'un établissement d'enseignement autre que l'établissement qui a délivré la première attestation qui a servi de base à l'octroi de l'autorisation de séjour, l'administration communale ne peut renouveler ou proroger le titre de séjour.

Dans ce cas, l'étudiant étranger doit introduire une nouvelle demande d'autorisation de séjour.

#### TITRE IV. — Fin du séjour

Lorsque l'étudiant étranger ne suit plus les cours au sein de l'établissement d'enseignement pour lequel il a reçu une autorisation de séjour sur la base des articles 9 et 13 de la loi du 15 décembre 1980 et qu'il n'a pas reçu d'autre autorisation de séjour de l'Office des étrangers, il est tenu de quitter le territoire.

A défaut de départ volontaire, l'administration communale lui notifie la décision d'ordre de quitter le territoire prise par l'Office des étrangers, par la remise d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 13ter de l'arrêté royal du 8 octobre 1981. »

Tout renseignement relatif à l'objet de la présente circulaire peut être obtenu auprès de l'Office des étrangers :

— bureau « étudiants » pour les cas individuels : 02/206.17.70 (NL) ou 02/206.17.74 (Fr.);

— bureau d'études pour toute question d'ordre juridique : 02/206.19.22 (NL) ou 02/206.19.23 (Fr.)

Le Ministre de l'Intérieur,

P. DEWAEL

Opmerking : De machtiging tot verblijf die in toepassing van de artikelen 9 en 13 van de wet van 15 december 1980 aan de buitenlandse student wordt toegekend is slechts voor één enkele onderwijsinstelling geldig. Indien de student in het kader van een aanvraag voor een verlenging of een vernieuwing een inschrijvingsattest overlegt dat afkomstig is van een andere onderwijsinstelling dan de instelling die het eerste attest, dat als basis voor de toekenning van de machtiging tot verblijf heeft gediend, heeft afgegeven, kan het gemeentebestuur de verblijfstitel niet vernieuwen of verlengen.

In dit geval moet de buitenlandse student een nieuwe aanvraag voor een machtiging tot verblijf indienen.

#### TITEL IV. — Einde van het verblijf

Indien de vreemdeling niet langer de lessen volgt aan de onderwijsinstelling waarvoor hij een machtiging tot verblijf ontving op basis van de artikelen 9 en 13 van de wet van 15 december 1980 en hij geen andere machtiging tot verblijf van de Dienst Vreemdelingenzaken ontvangen heeft, is hij verplicht om het grondgebied te verlaten.

Indien hij niet vrijwillig vertrekt, betekent het gemeentebestuur hem een door de Dienst Vreemdelingenzaken getroffen bevel om het grondgebied te verlaten, via de afgifte van een document conform het model van bijlage 13ter van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981. »

Alle inlichtingen met betrekking tot het onderwerp van onderhavige omzendbrief kunnen worden verkregen bij de Dienst Vreemdelingenzaken :

— bureau » Studenten » voor individuele gevallen : 02/206.17.70 (NL) of 02/206.17.74 (Fr.);

— Studiebureau voor alle vragen van juridische aard : 02/206.19.22 (NL) of 02/206.19.23 (Fr.)

De Minister van Binnenlandse Zaken,

P. DEWAEL

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[2005/03722]

##### Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines Aliénation d'immeubles domaniaux

*Publication faite en exécution de la loi du 31 mai 1923*

La Région wallonne se propose de vendre de gré à gré :

Commune de Seneffe (ex Feluy)

Route Baccarat, aux lieux-dits « Ferme du Droit Bois » et « Neuf Vivier », quatre parcelles de terre cadastrées ou l'ayant été section B numéros 318S, 318T, 318W et 352A pour une contenance respective de 7 a, 15 ca, 3 a; 40 ca, 21 a; 20 ca et 38 a; 75 ca, tenant ou ayant tenu à la route Baccarat, à la Région wallonne et Brouckaert-Delcourt, André ou représentants.

Plan de secteur de La Louvière-Soignies : zone d'espaces verts.

Prix : 5.245 euros outre les frais.

Les réclamations ou les offres supérieures éventuelles doivent être adressées dans le mois du présent avis au Comité d'acquisition d'immeubles à Charleroi, place Albert I<sup>er</sup> 4, bte 10, 13<sup>e</sup> étage, à 6000 Charleroi.

Tél. : 071-27 22 49 ou 33.

Réf. : 52063/133 et 175/JoB.

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[2005/03722]

##### Administratie van de BTW, registratie en domeinen Vervreemding van onroerende domeingooderen

*Bekendmaking gedaan ter uitvoering van de wet van 31 mei 1923*

Het Waalse Gewest is voornemens uit de hand te verkopen :

Gemeente Seneffe (ex Feluy)

« Route Baccarat », ter plaatse genaamd « Ferme du Droit Bois » en « Neuf Vivier », vier percelen gekadastraerd of het geweest zijnde wijk B nummers 318S, 318T, 318W en 352A voor een oppervlakte van 7 a, 15 ca, 3 a; 40 ca, 21 a; 20 ca en 38 a; 75 ca, palende of gepaald hebbende aan « la route Baccarat », aan het Waalse Gewest en aan Brouckaert-Delcourt, André of vertegenwoordigers.

Gewestplan La Louvière-Soignies : groengebied.

Prijs : 5.245 euros buiten de kosten.

De eventuele bezwaren of hogere aanbiedingen dienen binnen de maand van dit bericht overgemaakt aan het Aankoopcomité te 6000 Charleroi, place Albert I<sup>er</sup> 4, bte 10, 13<sup>e</sup> étage.

Tel. : 071-27 22 49 of 33.

Verwijzing : 52063/133 en 175/JoB.